CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 66.988/4
du 19 février 2020

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'exécutant les articles 433 à 435 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les personnes visées à l'article 439 du même Code'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 66.988/4
van 19 februari 2020

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot uitvoering van de artikelen 433 tot 435 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de personen als bedoeld in artikel 439 van hetzelfde Wetboek'

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Le 3 février 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'exécutant les articles 433 à 435 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les personnes visées à l'article 439 du même Code'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 février 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 février 2020.

*

Op 3 februari 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot uitvoering van de artikelen 433 tot 435 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de personen als bedoeld in artikel 439 van hetzelfde Wetboek'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 februari 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 februari 2020.

*

‡LW-AJDUOCACD-GGJIXV‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

1. La section de législation est saisie par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de quatre demandes d'avis portant sur des projets d'arrêté qui visent respectivement à mettre à exécution :

– les articles 24, 25 et 26 de l'ordonnance du 21 décembre 2012 'établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale' (ci-après : l'ordonnance du 21 décembre 2012) (demande d'avis n° 66.960/4) ;

– les articles 24, 25 et 26, *juncto* 27/1, de l'ordonnance du 21 décembre 2012 (demande d'avis n° 66.961/4) ;

– les articles 433, 434, 435, *juncto* 439, du Code des impôts sur les revenus 1992 (demande d'avis n° 66.988/4) ;

– et les articles 433, 434 et 435 du Code des impôts sur les revenus 1992 (demande d'avis n° 66.990/4).

2. Les quatre projets d'arrêté ainsi soumis à l'avis de la section de législation présentent un contenu très similaire. La section de législation relève toutefois certaines différences rédactionnelles entre ces projets. Il en résulte des différences de traitement dont la raison n'est pas expliquée dans les dossiers communiqués à la section de législation.

3.1. Ainsi, en ce qui concerne les modalités de l'envoi de l'avis – défini comme la notification visée à l'article 24 de l'ordonnance du 21 décembre 2012 –, l'article 3, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.960/4 énonce que l'envoi de l'avis

> « doit se réaliser : 1° Au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques ; 2° Par lettre recommandée lorsque l'avis ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectué conformément au 1° ».

Pour sa part, l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.961/4 énonce que l'envoi de l'avis

> « doit se réaliser [d'une des manières suivantes] : 1° au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques ; 2° par lettre recommandée »,

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

sans préciser que le recours à la lettre recommandée est subsidiaire par rapport au moyen prévu au 1°. Une différence rédactionnelle analogue apparait dans, respectivement, l'article 3, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.990/4 (rédigé comme l'article 3, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.960/4) et dans l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.988/4 (dont la rédaction est similaire à celle de l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.961/4).

3.2.1. En ce qui concerne les modalités de l'envoi de la notification – définie comme la notification visée à l'article 25 de l'ordonnance du 21 décembre 2012 –, l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.960/4 énonce que l'envoi de la notification

> « doit se réaliser d'une des manières suivantes : 1° au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques ; 2° par lettre recommandée ».

Pour sa part, l'article 5, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.961/4 énonce que l'envoi de la notification

> « doit se réaliser d'une des manières suivantes : 1° au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques, si l'avis visé à l'article 4, § 1er, 1°, a été envoyé au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques ; ou 2° par lettre recommandée ».

Une différence rédactionnelle analogue apparait dans, respectivement, l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.990/4 (rédigé comme l'article 4, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.960/4) et dans l'article 5, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.988/4 (rédigé comme l'article 5, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.961/4).

3.2.2. En outre, toujours dans le cadre de l'envoi de la notification, l'article 5, § 1er, alinéa 3, du projet n° 66.988/4 énonce qu'

> « [u]n avis est réputé avoir été envoyé au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques après réception d'un accusé de réception technique ».

Cette règle ne trouve pas d'équivalent dans l'article 5, § 1er, du projet n° 66.961/4, alors pourtant que cette disposition, en son alinéa 1er, 1°, fait référence à l'avis, comme le fait l'article 5, § 1er, alinéa 1er, 1°, du projet n° 66.988/4. Cette règle ne trouve pas d'écho non plus dans les dispositions analogues des projets nos 66.960/4 et 66.990/4, lesquelles, toutefois, ne font pas mention, en leur paragraphe 1er, alinéa 1er, respectif, de l'avis.

3.3.1. En ce qui concerne les modalités de l'envoi de l'information – définie comme l'information visée à l'article 26 de l'ordonnance du 21 décembre 2012 –, l'article 5, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.960/4 énonce que l'envoi de l'information

> « doit se réaliser : 1° soit au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques ; 2° soit par lettre recommandée : a) lorsque l'information ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1° ; ou b) lorsque l'avis n'a pas été envoyé au moyen d'une procédure utilisant les techniques informatiques ».

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Pour sa part, l'article 6, § 1er, alinéa 1er, du projet n° 66.961/4 énonce que l'envoi de l'information

> « doit se réaliser : 1° soit au moyen d'une procédure utilisant des techniques de l'informatique ; 2° soit par lettre recommandée »,

sans préciser que le recours à la lettre recommandée est subsidiaire par rapport au moyen prévu au 1°. Les dispositions analogues des projets nos 66.988/4 et 66.990/4 sont, sur cet aspect, rédigés comme dans le projet n° 66.960/4.

3.3.2. Par ailleurs, toujours dans le cadre de l'envoi de l'information, l'article 5, § 1er, alinéa 2, du projet n° 66.960/4 prévoit qu'

> « [u]n avis est supposé être envoyé au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques en cas de réception d'un accusé de réception technique ».

La même règle est consacrée par l'article 5, § 1er, alinéa 2, du projet n° 66.990/4. Cette règle ne se retrouve par contre pas dans l'article 6, § 1er, du projet n° 66.988/4, alors pourtant que cette disposition, en son alinéa 1er, 2°, b), fait référence à l'avis, comme le font les articles 5, § 1er, alinéa 1er, 2°, b), respectifs des projets nos 66.960/4 et 66.990/4. Cette règle ne trouve pas d'écho non plus dans la disposition analogue du projet n° 66.961/4, laquelle, toutefois, ne fait pas mention en son paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'avis.

4. L'article 10, alinéa 2, du projet n° 66.988/4 énonce à propos de la durée de conservation des données à caractère personnel échangées dans le cadre de l'envoi des avis, des informations et des notifications par les responsables du traitement, que

> « [p]our le SPRBF, cette durée n'excède en tout cas pas une durée de vingt ans à compter du premier jour du quatrième mois qui suit l'avis ».

Dans les projets nos 66.960/4, 66.961/4 et 66.990/4, une règle analogue est prévue, à cette différence près que la durée de conservation des données commence à courir à compter du premier jour du « troisième » mois qui suit l'avis (articles 9, alinéa 2, respectifs, des projets nos 66.960/4 et 66.990/4 et, article 10, alinéa 2, du projet n° 66.961/4).

5. L'auteur des projets d'arrêté est invité à réexaminer avec attention les quatre projets afin de s'assurer, d'une part, que les différences rédactionnelles qu'ils comportent sont bien intentionnelles et, dans l'affirmative, que celles-ci peuvent s'appuyer sur une justification objective et raisonnable les rendant conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Il ressort du préambule que l'avis de l'Autorité de protection des données sur le projet à l'examen a été demandé. Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation, les dispositions modifiées ou

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

ajoutées devraient lui être soumises à nouveau, conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 1er

1. Compte tenu du 2°, il y a lieu, dans les 3° à 5°, de faire mention du CIR 92.

2. Aux 6° à 9°, dans la version française, il faut écrire « délivré » et non « livré ».

Article 4

1. Sans préjudice de l'observation préalable, le paragraphe 1er, alinéa 1er, signifie que l'avis doit être envoyé à la fois comme prévu au 1° et au 2°, dès lors que la disposition n'énonce pas que l'envoi de l'avis doit se réaliser « d'une des manières suivantes ».

La disposition sera revue.

2. Dans la version française du paragraphe 2, la préposition « sur » sera insérée entre les mots « prévaut » et « l'envoi ».

La même observation vaut pour les articles 5, § 2, et 6, § 2, du projet.

3. Au paragraphe 3, 2°, l'information « numéro d'entreprise du destinataire » est incongrue puisque le destinataire de l'avis, tel que défini à l'article 1er, 3°, du projet, est un fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

4. Dans le même paragraphe, aux 5° et 6°, l'emploi de parenthèses est à éviter [1].

La même observation vaut pour les articles 5 et 6 du projet.

Article 7

Les alinéas 2 et 3 seront reformulés afin de ne contenir que des dispositions normatives [2]. En l'état, ils énoncent, pour l'un, la garantie que « seules les personnes autorisées ont accès aux moyens de création de signatures » et, pour l'autre, un simple objectif que se fixe l'auteur du projet.

[1] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

[2] En ce sens, *ibid.*, recommandation n° 83.

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Article 10

À l'alinéa 2, le mot « de » doit être inséré entre les mots « durée » et « vingt ».

*

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

1. Bij de afdeling Wetgeving zijn door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vier adviesaanvragen ingediend over ontwerpen van besluit die respectievelijk strekken tot uitvoering van:

– de artikelen 24, 25 en 26 van de ordonnantie van 21 december 2012 'tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (hierna te noemen: de ordonnantie van 21 december 2012) (adviesaanvraag 66.960/4);

– de artikelen 24, 25 en 26, *juncto* 27/1, van de ordonnantie van 21 december 2012 (adviesaanvraag 66.961/4);

– de artikelen 433, 434, 435, *juncto* 439, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (adviesaanvraag 66.988/4);

– en de artikelen 433, 434 en 435 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (adviesaanvraag 66.990/4).

2. De inhoud van de vier ontwerpen van besluit die aldus om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd zijn, is zeer gelijklopend. De afdeling Wetgeving stelt evenwel vast dat de redactie van die ontwerpen op bepaalde punten verschilt. Dat leidt tot verschillende behandelingen waarvan de reden wordt opgegeven in de dossiers die aan de afdeling Wetgeving overgezonden zijn.

3.1. Zo wordt, in verband met de modaliteiten van de verzending van het bericht – dat gedefinieerd wordt als de verwittiging bedoeld in artikel 24 van de ordonnantie van 21 december 2012 –, in artikel 3, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.960/4 bepaald dat de verzending van het bericht

> "moet gebeuren: 1° Door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken gebruikt worden; 2° Bij aangetekende brief als het bericht omwille van overmacht of technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig de bepaling onder 1°."

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Artikel 4, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.961/4, van zijn kant, bepaalt dat de verzending van het bericht

> "moet gebeuren op één van de volgende wijzen: 1° door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken gebruikt worden; 2° bij aangetekende brief",

waarbij niet vermeld wordt dat het bericht slechts bij aangetekende brief verzonden mag worden als het onmogelijk is het te verzenden op de wijze vermeld in de bepaling onder 1°. Een soortgelijk verschil in redactie doet zich voor in, respectievelijk, artikel 3, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.990/4 (welke bepaling gesteld is in dezelfde bewoordingen als artikel 3, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.960/4) en in artikel 4, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.988/4 (welke bepaling in dezelfde trant gesteld is als artikel 4, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.961/4).

3.2.1. In verband met de modaliteiten van de verzending van de kennisgeving – die gedefinieerd wordt als de kennisgeving bedoeld in artikel 25 van de ordonnantie van 21 december 2012 –, wordt in artikel 4, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.960/4 bepaald dat de verzending van de kennisgeving

> "moet gebeuren op één van de volgende wijzen: 1° door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken gebruikt worden; 2° bij een aangetekende brief."

Artikel 5, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.961/4, van zijn kant, bepaalt dat de verzending van de kennisgeving

> "moet gebeuren op één van de volgende wijzen: 1° door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken gebruikt worden, indien het bericht als bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, werd verzonden door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt; of 2° bij een aangetekende brief."

Een soortgelijk verschil in redactie doet zich voor in, respectievelijk, artikel 4, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.990/4 (welke bepaling gesteld is in dezelfde bewoordingen als artikel 4, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.960/4) en in artikel 5, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.988/4 (welke bepaling in dezelfde bewoordingen gesteld is als artikel 5, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.961/4).

3.2.2. Nog in het kader van de verzending van de kennisgeving wordt in artikel 5, § 1, derde lid, van ontwerp 66.988/4 bovendien bepaald dat

> "[e]en bericht … geacht (wordt) verzonden te zijn door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt bij ontvangst van een technische ontvangstmelding."

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Van die regel is geen tegenhanger te vinden in artikel 5, § 1, van ontwerp 66.961/4, terwijl in het eerste lid, 1°, van die paragraaf verwezen wordt naar het bericht, zoals eveneens het geval is in artikel 5, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.988/4. Van die regel is evenmin iets terug te vinden in de overeenkomstige bepalingen van de ontwerpen 66.960/4 en 66.990/4, in de respectieve paragraaf 1, eerste lid, waarvan evenwel geen melding gemaakt wordt van het bericht.

3.3.1. In verband met de modaliteiten van de verzending van de inlichting – die gedefinieerd wordt als de inlichting bedoeld in artikel 26 van de ordonnantie van 21 december 2012 –, wordt in artikel 5, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.960/4 bepaald dat de verzending van de inlichting

> "moet gebeuren: 1° hetzij door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt; 2° hetzij bij een aangetekende brief: a) als de inlichting omwille van overmacht of technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°; of b) als het bericht niet werd verzonden door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt."

Artikel 6, § 1, eerste lid, van ontwerp 66.961/4, van zijn kant, bepaalt dat de verzending van de inlichting

> "moet gebeuren: 1° hetzij door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt; 2° hetzij bij een aangetekende brief",

waarbij niet vermeld wordt dat de inlichting slechts bij aangetekende brief verzonden mag worden als het onmogelijk is ze te verzenden op de wijze vermeld in de bepaling onder 1°. De overeenkomstige bepalingen van de ontwerpen 66.988/4 en 66.990/4 zijn, wat dit aspect betreft, gesteld zoals die in ontwerp 66.960/4.

3.3.2. Nog in het kader van de verzending van de inlichting wordt in artikel 5, § 1, tweede lid, van ontwerp 66.960/4 bovendien bepaald dat

> "[e]en bericht … geacht (wordt) verzonden te zijn door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt bij ontvangst van een technische ontvangstmelding."

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Dezelfde regel is vervat in artikel 5, § 1, tweede lid, van ontwerp 66.990/4. Die regel is daarentegen niet te vinden in artikel 6, § 1, van ontwerp 66.988/4, terwijl het eerste lid, 2°, b), van die paragraaf nochtans een verwijzing bevat naar het bericht, net zoals artikel 5, § 1, eerste lid, 2°, b), van respectievelijk de ontwerpen 66.960/4 en 66.990/4. Van die regel is evenmin iets terug te vinden in de overeenkomstige bepaling van ontwerp 66.961/4, in paragraaf 1, eerste lid, waarvan evenwel geen melding gemaakt wordt van het bericht.

4. In artikel 10, tweede lid, van ontwerp 66.988/4 wordt in verband met de termijn waarin de persoonsgegevens in het kader van de verzending van de berichten, kennisgevingen en inlichtingen door de verwerkingsverantwoordelijken bewaard worden, bepaald dat

> "deze termijn [voor de GOBF] in ieder geval de twintig jaren vanaf de eerste dag van de vierde maand volgend op het bericht niet [mag] overschrijden."

De ontwerpen 66.960/4, 66.961/4 en 66.990/4, bevatten een soortgelijke regel, met dat verschil dat de termijn waarin de gegevens bewaard moeten worden ingaat vanaf de eerste dag van de "derde" maand volgend op het bericht (artikel 9, tweede lid, van respectievelijk de ontwerpen 66.960/4 en 66.990/4 en artikel 10, tweede lid, van ontwerp 66.961/4).

5. De steller van de ontwerpen van besluit wordt verzocht de vier ontwerpen aan een nieuw en nauwgezet onderzoek te onderwerpen om zich ervan te vergewissen, enerzijds, of het wel degelijk de bedoeling is om ze in uiteenlopende bewoordingen te stellen, en, zo ja, of daarvoor gesteund kan worden op een objectieve en redelijke verantwoording zodat ze in overeenstemming zijn met de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, die verankerd zijn in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Uit de aanhef blijkt dat de Gegevensbeschermingsautoriteit om advies verzocht is over voorliggend ontwerp. Indien de aan de afdeling Wetgeving voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State', opnieuw aan de afdeling Wetgeving voorgelegd worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Gelet op de bepaling onder 2° dient er in de bepalingen onder 3° tot 5° melding gemaakt te worden van het WIB 92.

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

2. In de bepalingen onder 6° tot 9° van de Franse tekst schrijve men "délivré" in plaats van "livré".

Artikel 4

1. Los van hetgeen in de voorafgaande opmerking gezegd is, betekent paragraaf 1, eerste lid, dat het bericht zowel op de wijze vermeld in de bepaling onder 1° als op de wijze vermeld in de bepaling onder 2° verzonden dient te worden, aangezien in die bepaling niet staat dat het bericht "op één van de volgende wijzen" verzonden dient te worden.

Deze bepaling moet herzien worden.

2. In de Franse tekst van paragraaf 2 moet het voorzetsel "sur" ingevoegd worden tussen de woorden "prévaut" en "l'envoi".

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 5, § 2, en 6, § 2, van dit ontwerp.

3. In paragraaf 3, 2°, is het gegeven "ondernemingsnummer van de geadresseerde" niet geschikt, aangezien de geadresseerde van het bericht, zoals dat gedefinieerd wordt in artikel 1, 3°, van dit ontwerp, een door de regering gemachtigde ambtenaar is.

4. Wat de bepalingen onder 5° en 6° van diezelfde paragraaf betreft, wordt erop gewezen dat het beter is geen haakjes te gebruiken.[1]

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 5 en 6 van dit ontwerp.

Artikel 7

Het tweede en het derde lid moeten aldus herschreven worden dat ze alleen nog regelgevende bepalingen bevatten.[2] Zoals ze thans gesteld zijn, bevatten die bepalingen, wat de eerste ervan betreft, de garantie "dat alleen de gerechtigde personen toegang hebben tot de middelen waarmee de handtekening wordt gecreëerd" en, wat het tweede ervan betreft, een louter doel dat de steller van het ontwerp zich stelt.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 86.

[2] In die zin, *ibid.*, aanbeveling 83.

‡LW-AJDUOCACD-GGJIIXV‡

Artikel 10

In het tweede lid moet in de Franse tekst het woord "de" ingevoegd worden tussen de woorden "durée" en "vingt".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Martine BAGUET

‡LW-AJDUOCACD-GGJIXV‡